

Communiqué du Conseil Syndical

*Réuni à Paris du 11 au 13 juin 2013, le Conseil Syndical de **F.O.-DGFIP** a fait le point sur l'actualité de la Direction Générale des Finances Publiques alors que la situation économique et sociale continue de se dégrader dans notre pays. Les agents de la DGFIP, qui subissent pleinement tous les effets des restrictions budgétaires, ont aujourd'hui dépassé les limites du supportable d'autant que les premières informations issues de la démarche stratégique alimente toutes les craintes sur l'avenir des missions de notre administration.*

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** condamne la politique d'austérité menée aujourd'hui en France qui conduit à une augmentation continue du chômage, à la récession économique et au recul du service public. Une fois encore, ce sont les salariés du secteur privé comme les fonctionnaires et les agents du secteur public qui en subissent les conséquences négatives dans leur vie professionnelle et personnelle.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP**, avec sa Confédération et ses fédérations, s'opposera à toute remise en cause du principe de calcul de la pension de retraite basé sur 75 % du traitement indiciaire perçu pendant les 6 derniers mois et à tout allongement de la durée de cotisations et de l'âge d'ouverture du droit. Il dénonce la campagne médiatique actuellement menée pour porter atteinte au Code des pensions, et donc au Statut Général. Pour le Syndicat **F.O.-DGFIP**, le financement des retraites relève d'autres choix économiques et d'une politique fiscale assurant une véritable répartition des richesses.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** est opposé à la politique de Modernisation de l'Action Publique (MAP) dont la finalité reste malheureusement de réduire l'ensemble du service public en lui ôtant ses moyens humains, matériels et financiers au prétexte de pseudo actions de modernisation. Ainsi la démarche stratégique en cours aux Finances Publiques est un véritable instrument de destruction des missions et d'étranglement du réseau, mais également des droits individuels des personnels. Le Syndicat **F.O.-DGFIP** demande à nouveau l'arrêt de la démarche stratégique directionnelle.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** est au côté des agents de la DGFIP pour dénoncer et combattre cette politique qui porte atteinte aux capacités de notre administration à assurer correctement ses missions financières, fiscales et foncières. Il demande ainsi aux ministres de traduire dans les faits leurs discours sur le caractère essentiel des missions de la DGFIP en lui attribuant les moyens nécessaires au moment où les cadrages budgétaires prévoient la poursuite de la politique de suppressions d'emplois et de réduction des crédits budgétaires pour 2014.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** refuse la régionalisation de la DGFIP et le resserrement du réseau des Directions Départementales. Il dénonce la poursuite des tests et des expérimentations de rapprochement de services ou de structures administratives qui anticipent la restructuration du réseau et exige que la Direction Générale y mette un terme.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** rappelle son attachement au maintien des statuts particuliers et son opposition à la mise en place des statuts interministériels, notamment pour les informaticiens.

Alors que, depuis 3 ans, les Fonctionnaires n'ont connu aucune hausse salariale tout en supportant une progression régulière du taux des retenues sociales, le Syndicat **F.O.-DGFIP** revendique une augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 5 % et l'ouverture de négociations salariales dès cette année.

En outre, il exige le rétablissement d'un plan de qualifications ministériel de haut niveau, nécessaire à la reconnaissance des technicités particulières des agents des Finances Publiques.

Le Syndicat **F.O.-DGFIP** appelle ainsi tous les agents des Finances Publiques à rejoindre le syndicalisme libre et indépendant de Force Ouvrière pour défendre leurs droits, que ce soit en matière de conditions de travail, de carrière ou de retraite.

Paris, le 13 juin 2013